

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES



ÉTABLISSEMENT
EN GESTION DIRECTE



aefe
Agence pour
l'enseignement français
à l'étranger

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC) COMMUN A TOUS LES LOTS

Personne publique / Pouvoir adjudicateur :

Groupement des établissements en gestion directe de l'AEFE de
Casablanca – Mohammedia
Lycée Lyautey
260 boulevard Ziraoui
20040 Casablanca
MAROC

Objet de la consultation :

ACCORD CADRE A MARCHÉS SUBSÉQUENTS n° 2026/004

**Fourniture et livraison
de matériels pédagogiques**

Identification du signataire :

L'Ordonnateur du Groupement des établissements en gestion directe de l'Agence
pour l'Enseignement Français à l'Etranger à Casablanca - Mohammedia,
M. Didier DEVILARD

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE	4
ARTICLE 5 : VARIANTES ET TRANCHES	4
ARTICLE 6 : OBTENTION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 7 : REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
ARTICLE 8 : CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
ARTICLE 9 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
ARTICLE 10 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	7

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord cadre a pour objet de fixer les modalités d'exécution **des prestations de fourniture et livraison de matériels pédagogiques pour les** établissements du groupement en gestion directe de l'AEFE de Casablanca – Mohammedia:

- Lycée Lyautey, 260 boulevard Ziraoui, 20040 Casablanca
- Annexe Beaulieu, Rue Aït Ourir, Casablanca
- Ecole Ernest Renan, 1 rue de la Pie, 20410 Casablanca
- Ecole Georges Bizet, boulevard Gandhi, 20200 Casablanca
- Ecole Molière, 15 boulevard Mohamed Abdou, 20100 Casablanca
- Ecole Théophile Gautier, boulevard Bir Anzarane, 20250 Casablanca
- Collège Anatole France (y compris site du stade), rue de Vouziers, 20300 Casablanca
- Ecole Claude Bernard, rue de l'Aisne, 20300 Casablanca
- Groupe scolaire Claude Monet, avenue Yacoub El Mansour, Mohammedia

Les prestations définies au dans les pièces de l'accord-cadre sont divisées CINQ (5) en lots.

Lot n° 1 Acquisition de matériels pédagogiques de sciences

Lot n° 2 Acquisition de matériels pédagogiques de sport

Lot n° 3 Acquisition de matériels pédagogiques éducatifs

Lot n° 4 Acquisition de matériels pédagogiques de secourisme

Lot n° 5 Acquisition de matériels pédagogiques de musique

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour un seul ou plusieurs lots.

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un accord cadre multi-attributaires exécuté au moyen de marchés subséquents.

Le marché a pour objectif de référencer au maximum 3 opérateurs économiques par lot afin d'assurer la fourniture, la livraison et l'installation de mobilier.

Pendant la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents sont attribués après la remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents sont des marchés uniques, non fractionnés, conclus avec l'opérateur économique, lauréat du marché subséquent désigné après mise en concurrence entre les titulaires de l'accord-cadre.

L'exécution de l'accord-cadre est soumise aux conditions techniques et administratives décrites dans les pièces du marché, définissant l'ensemble des prestations à réaliser.

Classification CPV pertinente (liste non exhaustive) :

Fourniture de matériel scolaire 39162110

Achat d'articles de loisirs créatifs 37820000

Achat de matériel éducatif et jeux 37524100

ARTICLE 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION

Les candidats peuvent présenter leur candidature, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

La candidature sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement aux attributaires du marché.

Dans le cas où le candidat ferait une candidature sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire, les pièces administratives et techniques décrites ci-dessous concernant chaque membre du groupement devront être fournies. En outre, la lettre de candidature dûment complétée et signée sera jointe lorsque le mandataire sera habilité par les membres du groupement à signer l'acte d'engagement.

Une même personne physique ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Les dispositions contenues dans le présent document sont communes à tous les lots.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

La réalisation des prestations **objet** de l'article 1, fait **l'objet** de plusieurs lots, le présent règlement de la consultation (RC) s'applique à tous les lots, et doit être remis à l'offre de chaque lot.

1 ^{er} document	Règlement de la consultation (RC)
2 ^e document	Acte d'engagement (AE)
3 ^e document	Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
4 ^e document	Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
5 ^e document	Bordereau des prix unitaires (BPU) / Détail Quantitatif Estimatif (DQE)*
6 ^e document	La trame de mémoire technique à compléter par le soumissionnaire sans modification

** Les quantités qui concernent le DQE sont non contractuelles*

- la partie DQE a pour seule finalité de permettre la comparaison des offres.

- Les prix réellement appliqués pendant l'exécution du marché seront ceux figurant à la colonne prix unitaire du BPU.

- En conséquence, les quantités mentionnées dans le DQE sont estimatives et ne préjugent en rien des volumes commandés au cours du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des candidatures des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date fixée pour la remise des candidatures était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

AVERTISSEMENT :

Les soumissionnaires se doivent de signaler au pouvoir adjudicateur toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le dossier de consultation.

En cas de différend survenant au cours de l'exécution du présent marché et résultant d'une divergence d'interprétation des documents contractuels, l'interprétation donnée par le pouvoir adjudicateur fera seule foi et s'imposera au titulaire.

ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas autorisée pour ce marché.

ARTICLE 5 : VARIANTES ET TRANCHES

Sans objet

ARTICLE 6 : OBTENTION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Les candidats sont invités à télécharger les documents du dossier de consultation sur le site Internet du Lycée Lyautey (www.lyceelyautey.org) / Rubrique Appels d'Offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de repousser la date de remise des candidatures au plus tard sept (7) jours avant la date initialement fixée pour cette remise des candidatures.

ARTICLE 7 : REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres doivent être identiques et remises obligatoirement aux dates et heures prévues ci-dessous :

- 1) Sous forme papier auprès de l'accueil du secrétariat général (Lycée Lyautey - Secrétariat Général) :

Mardi 26 mai 2026 de 8h00 à 12h00

(Date et heure limites)

Et

- 2) Sous forme dématérialisée à l'adresse suivante : appeldoffres@lyceelyautey.org

Mardi 26 mai 2026 de 14h00 à 18h00

(Date et heure limites)

Chaque candidature papier doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures. Elle doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « **ACCORD CADRE A MARCHÉS SUBSÉQUENTS n° 2026/004 Fourniture et livraison de matériels pédagogiques - COPIE DE SAUVEGARDE** » et la mention « **NE PAS OUVRIR** ».

Les candidatures sont entièrement rédigées en langue française. Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction assermentée en français.

Tous les documents du dossier de consultation des entreprises (DCE) doivent être paraphés et signés, puis scannés et joints à l'offre transmise par voie électronique.

Ils doivent respecter la charte de nommage suivante :

Année+mois+jour – Intitulé du document

Par exemple : 20260520 – AE

Les intitulés de document des pièces contenues dans le DCE ne doivent pas être modifiés.

Il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- les formats des fichiers envoyés ne peuvent être que : .doc / .rtf / .pdf / .xls ;
- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse ;
- tous les fichiers envoyés doivent être traités préalablement à l'anti-virus, à la charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

ARTICLE 8 : CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Pour chacun des lots, le candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées, cachetées et signées.

LES DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE ET A L'OFFRE COMMUN A TOUS LES LOTS :

Ces documents sont exigibles dès le début de la consultation.

1) Les documents à remettre à l'offre

L'ensemble des documents du dossier de consultation des entreprises (DCE) :

- Règlement de consultation (RC),
- Acte d'engagement (AE),
- Cahiers des clauses administratives particulières (CCAP),
- Cahiers des clauses techniques particulières (CCTP),
- Bordereaux des prix unitaires (BPU) / Devis Quantitatif Estimatif (DQE) (version pdf et tableur).
- La trame de mémoire technique à compléter par le titulaire sans modification (MT)

IMPORTANT :

Tous ces documents devront être complétés, paraphés cachetés et signés.

Ces documents ne doivent en aucun cas être modifiés, que ce soit dans leur présentation, leur format ou leur contenu, sous peine d'irrégularité de la candidature.

2) Présentation des candidatures

Une **lettre de candidature** signée de présentation de la société et de son intention de soumissionner, ainsi que **l'habilitation de la personne ayant pouvoir d'engager la société** et une **attestation sur l'honneur** prouvant qu'il n'est sous le coup d'aucune interdiction d'exercer.

3) Autorisation de soumissionner :

- Attestation de pouvoir pour le signataire.
- Attestations et certificats datant de moins de 3 mois, justifiant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (**attestation pour soumissionner aux marchés publics** délivrée par la CNSS et **attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics** délivrée par l'administration fiscale), datés, cachetés et signés ou certifiés conformes à l'original s'il s'agit de copies.
- Extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

4) Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

- Inscription au registre professionnel (Registre du Commerce et des Sociétés, autoentrepreneur).

5) Capacité Economique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Bilans ou extraits de bilan, le cas échéant, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
- Attestation d'assurance prouvant le niveau approprié d'assurance des risques professionnels.

Si pour une raison justifiée l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

6) Capacités techniques et professionnelles :

- Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront également pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;

7) mémoire technique

- Un mémoire présentant l'entreprise, la méthodologie d'exécution : suivi des commandes, SAV : modalités et rapidité de traitement des commandes ; délai de livraison, mode de passation des commandes, suivi commercial.
- Les agréments des fabricants.

ARTICLE 9 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature et d'offre dans un délai approprié et identique pour tous.

EXAMEN CANDIDATURE ET OFFRE :

Le pouvoir adjudicateur procédera à la vérification de la production des documents justificatifs relatifs aux conditions de participation, avec notamment :

- La justification d'un niveau de capacité minimal proportionné à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution (capacité économique et financière) : le candidat doit justifier d'un niveau approprié d'assurance des risques professionnels pour l'exécution du présent marché, et d'un chiffre d'affaires permettant l'exécution du présent marché.
- Les capacités techniques et professionnelles, par, notamment, la qualification professionnelle, l'expérience, les moyens humains et matériels pour l'exécution du marché.

Les offres devront être conformes aux prescriptions du cahier des clauses particulières. Elles seront jugées à partir des critères suivants :

1. Le prix de la prestation : 50%. L'évaluation du critère prix se fait sur la base du Détail Quantitatif Estimatif (DQE), élaboré à partir du Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Le DQE le plus bas obtiendra la note maximale de 50 points. Les autres offres seront notées de manière proportionnelle par rapport au prix le plus bas selon la formule suivante : $\text{Note Prix de l'offre} = (\text{Prix de l'offre la moins élevée} / \text{Prix de l'offre du candidat noté}) \times 50$

2. La valeur technique : 50%, appréciée en fonction des moyens humains mis en place de l'organisation pour l'exécution de la prestation (21 points), du suivi commercial (21 points) décrits dans le mémoire technique et de l'approche environnementale (8 points).

Les candidats dont l'examen du dossier aura fait apparaître des manquements importants au regard des exigences définies dans le cahier des clauses particulières seront écartés.

Chaque élément d'appréciation est traduit par la pondération du nombre de point des critères techniques comme suit :

- Excellent : 100 %
- Bon : 75 %
- Moyen : 50 %
- Peu suffisant : 25 %
- Insuffisant : 0 %

ARTICLE 10 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute information complémentaire, nécessaire à l'étude de leur dossier, les candidats peuvent adresser leurs questions (au plus tard 7 jours avant la date de remise des offres indiquée à l'article 7 du présent RC) de la consultation) par voie électronique à l'adresse suivante :

appelsdoffres@lyceelyautey.org

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation pour motif d'intérêt général.

A, le
Mention manuscrite «**Lu et approuvé**»
Signature du contractant